

HENIN ET ALENTOURS

Ligne à très haute tension : un 9e et dernier débat public qui n'a pas fait d'étincelles

dimanche 12.02.2012, 05:19 - La Voix du Nord



| CONSULTATION |

On nous avait promis la foudre, des plombs qui allaient sauter, de l'électricité dans l'air ou encore des tensions supérieures aux normes. Pour le neuvième et dernier débat public, jeudi soir à Thumeries, sur la reconstruction de la ligne à très haute tension entre les postes d'Avelin et de Gavrelle (doublement de la ligne et triplement de la puissance), les échanges ont été constructifs et la question primordiale de santé a pris le pas sur celle de l'enfouissement de la ligne, initialement prévue.

PAR JEAN-FRANÇOIS SOLERI

seclin@lavoixdunord.fr

Il est 23 h 15, jeudi soir. Depuis près de cinq heures, deux cents personnes débattent avec Gaëtan Desquilbet, directeur de projet au sein de Réseau de transport d'électricité (RTE). Sur le tard, la salle se vide peu à peu. Mais les questions fusent, sans cesse. Certaines très techniques ou politiques, d'autres de bon sens. Sans compter ceux qui aiment s'écouter parler. Alors que Michel Jacobino, président de la commission particulière du débat public Lille-Arras THT, met un terme à la réunion, il ne fait plus aucun doute, pour personne, que cette ligne verra le jour. Où et comment ?

Lorsqu'il prend la parole, en début de réunion, Gaëtan Desquilbet rappelle qu'il ne veut pas « passer en bulldozer. On a besoin de cet ouvrage.

Nous devons préparer l'avenir de nos réseaux. » Le directeur du projet présente les treize points que RTE s'engage à respecter, parmi lesquels la prise en compte des habitations, de la biodiversité, la mise en oeuvre de mesures compensatoires, un suivi des effets des champs magnétiques et une attention particulière à l'égard à l'activité agricole.

La présentation de l'option « enfouissement de la ligne » ne sortira pas de terre : l'ardeur des participants lance un débat qui aurait pu aller au bout de la nuit et qui, très vite, s'engage sur la question des conséquences sur la santé des ondes émises par le transport d'électricité. « Vous devez vous engager à dire que si le doute persiste, vous ne le ferez pas, lance M. Chopin, professeur en médecine. Ou on construit et il n'y a pas de précaution à prendre ou on ne peut pas et on ne le fait pas. » Gaëtan Desquilbet, calme, serein, sûr de la maîtrise de son dossier et de ses chiffres, admettra tout de même qu'« il y a un doute a priori. Vous venez avec vos convictions. Je n'ai pas l'intention de vous convaincre de quoi que ce soit. » Sur l'enfouissement de la ligne, les participants réclament des chiffres précis, une comparaison fiable avec l'aérien. Alain Duchesne, maire de Tourmignies, interpelle RTE : « Vous avez un chiffre d'affaires annuel de 5 milliards d'euros et vous ne pouvez pas investir 400 millions pour enfouir la ligne ? » Selon RTE, une telle opération nécessiterait la mise en place d'un chantier de 35 m de large, « à peu près équivalent à une autoroute. Ça n'a jamais été fait dans le monde. Techniquement, c'est redoutablement compliqué. Investir 400 millions d'euros pour 30 km, ce n'est pas possible. » La décision de RTE de poursuivre ou non le projet devra être prise avant le 13 juillet. Une phase de concertation et d'enquête publique suivra. Les travaux sont prévus pour 2016-2017.